

**ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU A FES**



APPEL D'OFFRES OUVERT N° 47/ABHS/2021

**TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATION DES OUVRAGES DE GENIE CIVIL DES
BARRAGES AIT MOULAY AHMED ET MICHLIFEN**

REGLEMENT DE CONSULTATION

**APPEL D'OFFRES RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES (PME)**

Octobre 2021

SOMMAIRE

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAÎTRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 03 : RÉPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 04 : PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE.....	3
ARTICLE 05 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 06 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 07 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 08 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUXCONCURRENTS	4
ARTICLE 09 : VISITE DES LIEUX	4
ARTICLE 10 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 11 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET DES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES.....	5
ARTICLE 12 : CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 15 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES.....	10
ARTICLE 17 : OFFRES ANORMALEMENT BASSE OU EXCESSIVE	11
ARTICLE 18 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	11
ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	11
ARTICLE 20 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES.....	12

Marché passé par appel d'offres ouvert en application de l'article 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 01 : *OBJET DE L'APPEL D'OFFRES*

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offre de prix ayant pour objet : Travaux d'entretien et réparation des ouvrages de génie civil des barrages Ait Moulay Ahmed et Michlifen. Il concerne les barrages situés dans la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou :

N°	Barrage	Province	Centre le plus proche	Cordonnées	
				X	Y
1	Ait Moulay Ahmed	Ifrane	Amghase	491 065	305 799
2	Michlifen		Ben Smime	520 483	321 490

ARTICLE 02 : *MAÎTRE D'OUVRAGE*

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offre est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

ARTICLE 03 : *RÉPARTITION EN LOTS*

Le présent appel d'offres concerne des prestations en lot unique.

ARTICLE 04 : *PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE*

Le présent appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise (PME) tel que défini dans l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2-12-349, et dans la loi 53.00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.

ARTICLE 05 : *COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales,
- Le modèle de l'acte d'engagement,
- Le bordereau des prix et le détail estimatif,
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant,
- Le modèle de déclaration sur l'honneur,
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 06 : *MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES*

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publiées sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ce report doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 19 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

ARTICLE 07 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des candidats dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès son parution au portail des marchés de l'Etat ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des candidats.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site de l'Agence : www.abhsebou.ma.

ARTICLE 08 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni à un concurrent à sa demande sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés sur le Portail des Marchés de l'Etat.

ARTICLE 09 : VISITE DES LIEUX

Compte tenu des difficultés des travaux à réaliser dans le cadre du marché issu de cet appel d'offres et des difficultés des accès pour acheminer les matériaux aux différentes zones des travaux, Il est prévu deux visites des lieux aux barrages Ait Moulay Ahmed et Michlifén (Province d'Ifrane), conformément à l'article 23 du décret du 20 mars 2013 précité, à la date fixée par l'avis d'appel d'offres

Les visites des lieux, qui seront organisées par le MO, ont essentiellement pour but de permettre aux soumissionnaires de prendre connaissance des contraintes et sujétions particulières des travaux à réaliser et ce afin qu'ils puissent établir leurs offres en toute connaissance de cause.

Il sera dressé des procès-verbaux des visites des lieux qui mentionneront les participants et les demandes d'éclaircissements et les réponses données aux concurrents concernés.

Ces procès-verbaux sont publiés dans le portail des marchés publics et communiqués séance tenante à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les concurrents, désireux participer au présent appel d'offres, sont autorisés à visiter les barrages et les lieux où seront réalisées les travaux objet du présent appel d'offres.

Les concurrents qui n'ont pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamation sur le déroulement de la visite des lieux tels que relatés dans le procès-verbal qui leur a été communiqué ou mis à leur disposition par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 : *CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS*

Conformément aux dispositions de l'article 24 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées l'article 159 du Décret n°2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, selon le cas.

ARTICLE 11 : *LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET DES QUALITÉS DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES*

Conformément aux dispositions de l'Article 25 du Décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

11-1 Un dossier administratif comprenant :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.
- b. Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret N° 2-12-349 du 20 Mars 2013. .
- c. En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations le cas échéant, conformément à l'article 157 du décret N° 2-12-349 précité.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixée à l'article 40 décret 2-12-349 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent : ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme à la procuration légalisée lorsqu'il s'agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait du statut de la société et / ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il s'agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret 2-12-349 précité ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par la Dahir portant loi n° 1-72- 184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assorti de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;
- La date de production des pièces prévues au b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leurs validité
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur (à fournir en original ou copie certifiée conforme à l'original);
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administration du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

En outre, conformément à l'arrêté n° 3011-13 du 30/10/2013 portant application de l'article 156 du décret 2.12.349, le concurrent PME auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit fournir les justifications suivantes :

- a) Une attestation de la CNSS justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 personnes;
- b) La ou les pièces justifiant que la PME est gérée ou administrée par des personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires;
- c) L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou attestation du bilan délivrée par la Direction Générale des Impôts des deux dernières années.

11-2 Un dossier technique comprenant :

A – Les candidats installés au Maroc

Les concurrents nationaux doivent produire les certificats de qualification et classification des entreprises BTP délivrées par le Ministère de l'Equipeement (Copie certifiée conforme à l'original), faisant ressortir :

Secteur	Qualification du nouveau système		Classe minimale
F	F6	Travaux de réparation des barrages et ouvrages y afférents en béton ou en maçonnerie	4
OU			
D	D8	Travaux de réparation et de confortement de structures des ouvrages d'art courants	5

B- Les candidats non installés au Maroc doivent produire un dossier technique comportant :

Les concurrents étrangers doivent fournir :

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a été exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b. Les attestations, certifiées conformes à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées ou par les acheteurs publics ou privés des dites prestations avec indication de la nature des prestations objet du marché issu du présent AO, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du ou (des) signataire(s).

En cas de groupement de PME, les pièces énumérées dans le dossier administratif et technique doivent être fourni par chacune des sociétés constituant ce groupement.

NB : Toute offre ne présentant pas les documents stipulés ci-avant sera automatiquement évincée.

11-3 Offre financière :

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le sous détail des prix, le cas échéant ;
-

Par ailleurs et en ce qui concerne la présentation de ces pièces, il convient de respecter les exigences ci-après :

- Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.
- Les prix unitaires du Bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du Bordereau des prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- Les montants totaux du Bordereau des prix-détail estimatif, du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du Bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du Bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du Bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du Bordereau des prix-détail ou Bordereau des prix-global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

11-4 Pièces complémentaires (Dossier additif) :

- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page par l'entrepreneur avec la mention manuscrite (lu et accepté sans réserve) et paraphé sur toutes les pages ;
- Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

Dans le cas d'un groupement, pour l'ensemble des membres : Le dossier de l'appel d'offres paraphé à chaque page et signé en dernière page avec la mention manuscrite « **LU et ACCEPTE** » soit par les représentants qualifiés de chacune des entreprises constituant le groupement, soit par le mandataire s'il justifie son habilitation par procuration légalisée. Les signatures doivent porter l'empreinte du cachet officiel de la société.

ARTICLE 12 : *CONTENU ET PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS*

- Contenu des dossiers :

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- Le dossier administratif précité (Cf. article 11.1 ci-dessus) ;
- Le dossier technique précité (Cf. article 11.2 ci-dessus) ;
- L'offre financière précitée (Cf. article 11.3 ci-dessus) ;
- Le dossier additif précité (Cf. article 11.4 ci-dessus) ;

- Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- Le numéro de l'avis d'appel d'offres ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;

- L'avertissement que les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offre lors de la séance d'examen des offres.

Ce pli contient deux enveloppes comprenant:

- a) **La première enveloppe:** contient le dossier administratif, le dossier technique, le règlement de consultation, le cahier des prescriptions spéciales signés et paraphés par le concurrent ou par la personne habilitée à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
- b) **La deuxième enveloppe:** contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « offre financière ».

ARTICLE 13 : ***DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS***

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;
- Soit déposé par voie électronique via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 14 : ***RETRAIT DES PLIS***

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite, et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées dans le registre spécial tenu à cet effet.

Ces concurrents peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions telles que fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 15 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat.

L'approbation du marché issu du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement des travaux, objet du marché précité. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du décret n° 2.12.349 précité.

ARTICLE 16 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES

L'examen des offres sera effectué par une commission d'appel d'offres désignée à cet effet conformément aux dispositions de l'article 35 du Décret N°2-12-349 précité. Les travaux de ladite commission se dérouleront comme suit conformément aux dispositions des articles 36, 39, 40, 41, et 155 du Décret N° 2-12-349 précité.

L'examen des offres sera effectué en deux phases conformément aux stipulations du Décret N°2-12-349 précité.

La procédure de jugement des offres s'établit comme suit pour chacune des phases :

Phase 1 : Examens des dossiers administratifs et techniques

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de l'appel d'offres et au vu des éléments contenus dans le dossier administratif et dans le dossier technique de chaque concurrent.

La commission s'assure de la conformité des offres par rapport aux stipulations du présent règlement, notamment les pièces du dossier administratif, celles du dossier technique et celles du dossier additif. La commission écarte :

- Les concurrents qui font l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions des articles 24 et 159 du décret n°2-12-349 précité.
- Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions en matière de présentation de leur dossier.
- Les concurrents ne disposants pas des conditions exigées dans l'article 11 (§11.2) du présent règlement de consultation seront automatiquement écartés.

Phase 2 : Examens des offres financières

Seules, seront examinées les offres financières des candidats ayant été retenu à l'issue de la phase 1.

Les offres sont jugées sur la base de l'offre financière. Sous réserve des vérifications et applications des dispositions prévues à l'article 41 du décret °2-12-349 précité, l'offre la plus avantageuse est la moins disant parmi les offres retenues après examen des dossiers administratifs et techniques.

ARTICLE 17 : *OFFRES ANORMALEMENT BASSE OU EXCESSIVE*

(Article 41 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013)

Offre excessive

L'offre la plus avantageuse est considérée excessive lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée excessive, elle est écartée par la commission d'appel d'offres.

Offre anormalement basse

L'offre la plus avantageuse est considérée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage.

Lorsqu'une offre est jugée anormalement basse, la commission d'appel d'offres peut l'accepter par décision motivée à annexer au procès-verbal de la commission et après avoir demandé par écrits aux concurrents concernés, les précisions qu'elle juge opportunes et vérifie les justifications fournies.

Avant de décider du rejet ou de l'acceptation de la dite offre, la commission peut désigner une sous-commission pour examiner les justifications fournies.

Lorsque la commission constate qu'un ou plusieurs prix unitaires figurant dans le bordereau des prix détail estimatif de l'offre la plus avantageuse est anormalement bas ou excessif sur la base des critères fixés au présent article, la commission invite le soumissionnaire concerné à justifier ce prix et peut confier l'étude de ce prix à une sous-commission technique. L'appréciation des prix est faite dans les conditions prévues au présent article cité ci haut.

Au vu du rapport établi sous la responsabilité des sous-commissions, la commission est fondée à retenir ou à écarter ladite offre.

ARTICLE 18 : *PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE*

Les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de 15 %. En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, la majoration visée ci-dessus appliquée sera équivalente à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement.

ARTICLE 19 : *MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES*

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 20 : *LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES ET DES OFFRES*

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

MAITRE D'OUVRAGE


**La Directrice de l'Agence du
Bassin Hydraulique du Sebou
Par Interim
Signé Laila Misane**

Le soumissionnaire

Cachet et signature du soumissionnaire
Précédé de la mention manuscrite